

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2968 - MARDI 18 JUILLET 2017

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

L'Organisation mondiale
du tourisme s'engage à
soutenir le Congo

En visite de travail à Brazzaville où il participe aux assises nationales du tourisme, ouvertes hier par le Premier ministre, Clément Mouamba, le secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme a été reçu en audience par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso. Le Dr Taleb Rifai qui a remis au président de la République la stratégie nationale de déve-

loppement du tourisme et le plan directeur de développement durable du tourisme au Congo, élaborés avec l'aide de son organisation, a plaidé pour que l'Etat porte plus d'attention à ce secteur. Il a fait plusieurs propositions en vue de booster ce secteur qualifié de « pétrole intarissable ».

Pages 3-11



Le secrétaire général de l'OMT lors de l'audience avec le chef de l'Etat congolais (DR)

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Les Pôles de croissance
agricole en quête de
meilleures performances

Une étendue de plantation de l'épinard (site Madibou centre)

Installés autour de Brazzaville pour favoriser l'approvisionnement de la ville en légumes et autres aliments frais, les Pôles de croissance agricoles, encore appelés agropoles, sont des zones de concentration des investissements publics et privés.

Mais, pour faire face aux charges liées à l'acquisition des semences, intrants et matériels, les maraîchers ne cessent d'en appeler à l'aide de l'Etat et

des partenaires tous azimuts. « Les conditions de travail sont pénibles. Nous utilisons encore des arrosoirs pour plus de 25 planches chacun. Si on pouvait nous accorder une moto pompe, les aliments de porcs pour notre élevage, les semences et les équipements pour nous permettre de nous protéger, cela devrait arranger les choses », a lancé un responsable de groupement agropastoral.

Page 3

FACULTÉ DES LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES

Les étudiants
partagés au sujet de
la reprise des cours

En grève depuis le 19 juin, les étudiants de la Faculté des lettres, arts et sciences humaines (Flash) de l'Université Marien-Ngouabi étaient appelés à renouer avec les amphis hier matin. Du constat fait sur place, au complexe Bayardelle qui abrite cette faculté, nombreux parmi eux arrivés à l'établissement sont restés à trainer dans la cour.

Bien que majoritaires, les étudiants désireux de sauver l'année académique étaient obligés, pour la plupart, de subir la loi de la minorité des boursiers pour qui, « il n'y a pas reprise possible des cours sans payement de la bourse ». La situation reste à suivre.

Page 5

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

L'heure est à la
compilation des résultats

Au lendemain des élections législatives et locales du 16 juillet, les opérations se concentrent au niveau des sièges d'arrondissement et de district où les Commissions locales d'organisation des élections (Colel) examinent les procès-verbaux venus des bureaux de vote de leurs circonscriptions respectives. « Cela prendra, sans doute, un peu plus de temps que d'habitude compte tenu des deux scrutins que nous devons gérer à la fois », confiait hier un membre du bureau de la Colel de l'arrondissement 2, Bacongo.

Page 2

LIBYE

Le Premier
ministre propose
des élections en
mars 2018

Page 8

ÉDITORIAL

Et
maintenant ?

Page 2

ÉDITORIAL

Et maintenant ?

Oui, maintenant que la première étape des élections législatives est franchie, que l'on attend les derniers résultats pour évaluer les rapports de force qui se dessinent dans les institutions électives de la République, que les candidats déjà fixés sur leur présence au second tour de ce scrutin se préparent pour la nouvelle joute, que peut-on dire de cette échéance majeure qui n'ait déjà été dit ?

Ceci qui paraîtra sans doute déplacé à certains, mais qui repose sur les constatations faites sur le terrain par les observateurs, les experts, les diplomates, les journalistes et qui, par conséquent, mérite d'être retenu par les autorités concernées : dans de nombreux bureaux de vote les conditions dans lesquelles les citoyens seront appelés à choisir leurs candidats lors du second tour de scrutin doivent être fortement améliorées si l'on veut que ces mêmes citoyens puissent exercer leur devoir civique dans de bonnes conditions.

Alors, en effet, que les bureaux de vote du centre ville dans les grandes agglomérations disposent de locaux spacieux, bien équipés, bien éclairés, de nombreux autres dans les quartiers périphériques et les villages sont, eux, dans un état déplorable. Espace réduit, tables et bancs dégradés, lumière faible, files interminables d'électrices et d'électeurs dans la cour sous un soleil accablant, les conditions dans lesquelles se déroulent le vote ne peuvent que favoriser l'abstention. Et l'on doit rendre un hommage appuyé aux présidents et au personnel des bureaux de vote, mais aussi aux représentants des différents partis politiques qui vérifient sur place le bon déroulement du scrutin car tous s'emploient à remplir leur mission sans se laisser décourager par l'environnement dégradé dans lequel ils travaillent.

S'il est une tâche que les administrations d'Etat concernées devraient se fixer alors que débute le deuxième round des élections législatives, c'est bien de rendre partout les bureaux de vote accessibles, accueillants, attrayants même, y compris dans les lieux les plus reculés du territoire national. Alors, en effet, et alors seulement, les citoyennes et les citoyens se presseront le moment venu pour choisir celles et ceux qui les représenteront sur les travées de l'Assemblée nationale.

Les Dépêches de Brazzaville

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017

La compilation des résultats se poursuit



Une vue des membres de la Colel de Poto-Poto (photo adiac)

Les Congolais ont élu le 16 juillet les députés et conseillers départementaux et municipaux. L'opération de compilation des résultats amorcée peu après le vote se poursuit dans certains arrondissements de Brazzaville avec le même dynamisme.

À Talangai et Ouenzé, parmi les arrondissements les plus peuplés de la partie nord de Brazzaville, où nous avons enquêté, la compilation des résultats s'est achevée le même jour dans la nuit.

À Poto-Poto, dans le troisième arrondissement, ladite opération s'est clôturée le lundi 17 juillet, dans l'après-midi, à en croire le chef de ce bureau que nous avons rencontré sur les lieux. « Comme vous le constatez, l'opération de compilation des résultats que nous n'avons pu terminer hier se passe sereinement sans heurt ni suspicion. D'ici à 14 heures, nous aurons bouclé le travail », a souligné Philippe Elongo.

Dans la partie sud de la capitale, rien n'était encore au

point. À Bacongo, dans le deuxième arrondissement ainsi qu'à Makélékélé dans le premier arrondissement, jusqu'à lundi 17 juillet, la compilation des résultats qui a commencé à 21 heures s'est poursuivie à huis clos. « Cela prendra, sans doute, un peu de temps que d'habitude, compte tenu des deux scrutins que nous devons gérer à la fois », confiait un membre de la Colel de l'arrondissement 2, Bacongo, le jour de vote.

Hormis la comparaison et la validation des procès-verbaux, l'opération de compilation des résultats proprement dite consiste, entre autres, à relever le nombre de points obtenus par chaque candidat par bureau de vote.

En ce qui concerne le scrutin

législatif, le travail permet, à travers des calculs simples, de ressortir le quotient électoral, à partir duquel l'on détermine le gagnant, mais aussi les candidats qui iront au deuxième tour. « S'agissant des élections locales, notre travail consiste à calculer le nombre de voies obtenus par chaque candidat, mais nous agissons beaucoup plus au niveau des pourcentages pour attribuer les 13 sièges aux vainqueurs », a renchéri le président du bureau de vote de Poto-Poto, Philippe Elongo.

Après la compilation des résultats, tous les centres de vote transmettront l'ensemble des documents à la Commission nationale électorale indépendante (CNEI) pour la suite de l'opération, avant qu'elle ne l'achemine au ministre de l'Intérieur pour publication.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

OMT

Le Dr Taleb Rifai salue l'engagement du chef de l'Etat congolais pour le développement du tourisme

Le secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), Taleb Rifai, a salué le 17 juillet à Brazzaville l'engagement du président Denis Sassou N'Guesso pour le développement des activités du secteur touristique en République du Congo.

Il s'est exprimé à la sortie d'une audience avec le chef de l'Etat congolais. « Nous avons parlé des questions relatives au tourisme et de son impact sur l'économie. Nous avons également évoqué l'importance du tourisme pour le futur et l'économie du Congo. Nous avons été surpris de l'enthousiasme et de l'engagement du président Sassou N'Guesso en la matière », a-t-il déclaré.

Le tourisme contribue à hauteur de 10% dans l'économie mondiale contre 3 à 4,5% dans le Produit intérieur brut (PIB) du Congo. D'où les autorités congolaises entendent développer ce secteur afin de pouvoir porter sa participation au PIB à 10%. Pour le secrétaire général de l'OMT, le tourisme représente une sorte de



Le secrétaire général de l'OMT lors de l'audience avec le chef de l'Etat congolais (DR)

« pétrole qui ne tarit pas ».

Le Dr Taleb Rifai a également indiqué que le chef de l'Etat congolais entendait mettre en place les conditions de facilitation de l'accès au Congo à travers l'allègement des procédures d'obtention de visas, ainsi que la simplification des connexions aériennes. « Il y a aussi le besoin de faire davantage de promotion et de campagne marketing, ainsi que le soutien à apporter au ministère congolais du tourisme », a-t-il dit.

En marge de l'audience, le secrétaire général de l'OMT a remis au chef de l'Etat congolais des documents composés d'une lettre ouverte, d'une stratégie de développement du tourisme et d'un plan directeur de développement durable du tourisme au Congo. Ces documents ont été élaborés avec l'appui de l'OMT et du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

Le secrétaire général de l'OMT a foulé le sol congolais dans le cadre des assises nationales du tourisme qui se tiennent pendant deux jours à Brazzaville.

Christian Brice Elion

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2017 À GAMBOMA II

Les deux camps revendiquent la victoire

Le duel entre le candidat indépendant Emmanuel Obami et celui du Parti congolais du travail (PCT), Antoine Bienaimé Obam-Ondon, dans la 2e circonscription électorale de Gamboma, dans le département des Plateaux est loin de se terminer. Les deux parties réclament chacune la victoire à l'issue des élections du 16 juillet.

Candidat indépendant, Emmanuel Obami annonce avoir saisi la Commission locale des élections (Colel) pour contester les résultats dans huit bureaux de vote. S'autoproclamant vainqueur avec plus de 1000 voix, il précise que 45 procès-verbaux n'ont pas été signés par ses délégués sur les 85 à cause, dit-il, de la fraude et du bourrage des urnes. Selon lui, tous les membres des bureaux de vote étaient favorables au candidat du PCT, mais il serait largement en tête dans 50 bureaux.

Parmi les bureaux de vote qu'il conteste les résultats, il y a certains dont les enfants de 10 à 15 ans auraient voté. Dans d'autres, ses délégués seraient chassés parfois par les éléments de la force publique. « À Engakou, la police a vite fait d'arrêter ma déléguée qui s'était farouchement opposée à la fraude organisée à Matadi. Le président du bureau de vote s'est enfui avec les urnes et il garde les résultats par devers lui. A Mbaya, mon représentant a été chassé du bureau de vote du début à la fin. À Bouemba, le 1er assesseur a semé le désordre et le vote a été interrompu. À Bouanga, mon délégué a été aussi chassé. À Bouelemon un 2e bureau fictif a été installé », dénonce-t-il dans un communiqué de presse.

Du côté du candidat PCT, l'on balaie d'un revers de main toutes ces « allégations ». En effet, l'équipe de campagne d'Antoine Bienaimé Obam-Ondon que nous avons jointe au téléphone estime que la victoire de leur candidat ne fait aucun doute. « Nous avons nos procès-verbaux, la commission locale a bien fait son travail. S'il y avait la tricherie, le peuple souverain devrait contester ses résultats provisoires. Notre candidat est largement en tête. C'est un siège qui appartenait au PCT qui vient de le conserver. Le peuple a fait son choix et personne ne dira le contraire à sa place », se proclame-t-elle.

Plaçant le taux de participation à environ 77,08%, le candidat du PCT serait largement en tête avec plus de 60%.

Alors qui des deux candidats a réellement emporté ces législatives? La réponse dans quelques jours à l'issue de la proclamation des résultats provisoires par le ministre de l'Intérieur, de la décentralisation et du développement local car, il ne s'agit que des tendances sorties des urnes.

La Rédaction

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Les maraîchers de Brazzaville réclament davantage l'aide de l'Etat

Installés sur divers sites à Madibou, dans la partie sud de Brazzaville, et à Talangaï et Djiri dans la partie nord, les maraîchers de Brazzaville alimentent les marchés en légumes et tant d'autres aliments frais. Mais l'aide apportée à ces agriculteurs est encore insuffisante pour couvrir tous les sites, et les conditions de travail de ceux-ci demeurent « très » pénibles.

La zone maraîchère de Madibou, avec les centaines de producteurs agricoles, est l'un des importants sites agricoles de Brazzaville. Les habitants de la localité ou des autres arrondissements voisins, hommes ou femmes, jeunes ou vieux, chaque producteur y cultive sa portion de terre en fonction de ses moyens.

Une équipe des Dépêches de Brazzaville s'est rendue le lundi 17 juillet sur quelques sites de Madibou centre, le site de bas Koulounda, le site de La source, le site de l'Eglise Saint-Paul, le site de Wayako Madibou, ainsi que le site agricole de Nsougui composé d'ex-maraîchers de Talangaï, de la Corniche (Baongo), de la Case de Gaulle et le Csi de Bissita.

Brice Ngué, la quarantaine révolue, est le responsable du groupement agropastoral de Saint-Paul. Son groupement occupe ce site depuis 2002 : « Nous produisons des légumes-feuilles pour la salade, concombre, tomate, aubergines, piment, marante, etc. », explique-t-il.

À quelques mètres de Brice se

trouve le site de la veuve Cécile Bikoukou et ses 20 maraîchers. Situé sur l'avenue Cardinal Emile Biayenda, le site maraîcher de Madibou centre produit essentiellement de l'épinard. « Nous sommes installés ici depuis 2013, et nous travaillons avec nos propres moyens », a confié la veuve Cécile Bikoukou.

L'Etat congolais à travers le Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (Pdarp) a créé des pôles de croissance agricoles autour de Brazzaville pour favoriser l'approvisionnement de la ville en produits légumineux et autres aliments. Ces pôles de croissance notamment le site de Nsougui sont dotés d'infrastructures de soutien à la production, à la transformation et à la commercialisation.

Malgré l'aide que tente d'apporter le Pdarp, les demandes des maraîchers sont de plus en plus nombreuses. Expropriés depuis 2013, les occupants du site de Talangaï attendent toujours d'être situés sur les nouveaux sites promis par les autorités congolaises.

Tous ces maraîchers ont presque les mêmes difficultés : le manque d'équipements, des matériels agricoles, le difficile accès à l'eau, le manque de graines et des intrants. « Nous utilisons encore des arrosoirs pour plus de 25 planches chacun. C'est pénible ! Si on pouvait nous accorder une motopompe, cela pourrait nous aider », a plaidé Brice Ngué.

Le site de Cécile Bikoukou ne dispose que d'un seul puits pour nourrir les quelques 4 hectares de plantation d'épinard. Faute de moyens pour acheter les intrants, ajoute la veuve, les maraîchers utilisent de l'herbe pour enrichir le sol. « C'est avec ce travail de la terre que je nourris toute la famille, je paie la scolarité des enfants, et je soigne ma famille. Je suis obligée de supporter les difficiles conditions », a-t-elle martelé.

Tout le souhait des maraîchers de Brazzaville est de voir l'aide de l'Etat et des autres partenaires au développement s'étendre à tous les sites. Le nouveau projet d'agriculture commerciale en cours d'élaboration par le gouvernement congolais et la Banque mondiale pourrait permettre aux nombreux producteurs agricoles d'augmenter leurs productions et revenus.

Fiacre Kombo

MANDELA DAY

Plusieurs activités de lutte contre l'insalubrité au menu

L'humanité célèbre le 18 juillet de chaque année la Journée internationale Nelson Mandela, proclamée par l'Unesco le 10 novembre 2009. Au Congo, l'Association Yali (Young African Leaders Initiative) et les différents bénéficiaires de ce programme ainsi que leurs organisations n'entendent pas rester en marge de cette célébration

Le programme de la journée prévoit, entre autres, une vidéo-projection sur le volontariat, les ateliers sur le développement durable, l'entraide et le pardon dans une communauté, la collecte de dons en faveur des orphelins pour Pointe-Noire.



Les membres de l'Ong Lona en action au marché Mayanga (crédit photo DR)

Dans le département de la Lékoumou, une opération de nettoyage des alentours de l'hôpital de base est prévue à Bambama. En effet, dans cette localité, le nettoyage se fait communément par les malades ou leurs parents trois jours après leur sortie de l'hôpital. « Cette opération permettra à tous les malades de passer leur période de convalescence tranquillement à la maison », précise le communiqué de presse de Yali Congo.

À Brazzaville, Yali Congo organise une opération d'assainissement au poste de sécurité avancé de Massengo, dans le 9e arrondissement Djiri et le Clean Market : activité de nettoyage et de désinsectisation du marché de Mayanga, dans le 8e arrondissement Madibou. De même, une cérémonie de remise de vivres sera organisée.

Rappelons que le programme Yali a été initié par l'ancien président américain, Barack Obama, en faveur des jeunes

leaders africains. Mandela Day consiste, pour les Yali, à promouvoir le volontariat et à poser des actions visant le service communautaire. Ainsi, plusieurs jeunes africains posent des actions pour célébrer Mandela à travers leur leadership.

En prélude à la célébration de la Journée internationale Nelson Mandela, l'ONG LONA a organisé le 15 juillet à Mayanga une action visant à rendre salubre un marché abandonné. Un motif de satisfaction pour la responsable de cette ONG, Vanessa Metou, qui salue l'engagement des Yali au Congo à travers cette célébration. « Nous estimons qu'un leader est avant tout un serviteur et grâce à nos différentes actions nous avons non seulement suscité des bénévoles mais avons également posé des actes de portée significative pour nos communautés respectives », a-t-elle conclu.

Parfait Wilfried Douniama

L'humanité célèbre la mémoire de l'illustre disparu

L'Organisation des Nations unies a appelé les populations du monde entier à commémorer la Journée internationale Nelson Mandela le 18 juillet de chaque année.

La journée a été instituée en novembre 2009 par l'Assemblée générale des Nations unies, pour la contribution apportée par l'ex-Président sud-africain à la culture de la paix et de la liberté. Cette date est aussi celle de la naissance de l'icône africain.

Selon les Nations unies, la date permet de reconnaître les valeurs défendues par Nelson Mandela, et son action humanitaire dans le domaine du règlement des conflits.

« Les policiers ne sont pas nos ennemis mais nos frères et sœurs au service de la nations »

économiques, sociales, politiques ou climatiques », a déclaré la directrice générale.

Au Congo, cette journée est célébrée par le groupe des jeunes bénévoles sur le thème : « Les policiers ne sont pas nos ennemis mais nos frères et sœurs au service de la nations ». Elle sera marquée par l'organisation de plusieurs activités dont l'opération de nettoyage des alentours du poste de police de Massengo et la projection d'un film sur Nelson Mandela.

Lydie Gisèle Oko

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Azur Télécom promet la 3G+ en fin d'année

La société de télécoms a annoncé le lancement de la 3G+ en Centrafrique depuis le 5 juillet et promet d'effectuer le même bond qualitatif dans ses autres marchés du Congo et du Gabon, d'ici à la fin de l'année.

La Centrafrique est le premier marché africain où Azur Télécom offre la 3G+ à ses abonnés. Ce projet de développement, qui vise à arrimer la société aux technologies de téléphonie mobile de troisième génération, va atteindre le Congo et le Gabon en fin d'année, a annoncé le président-directeur général du groupe Azur Télécom, le Congolais Jean Bruno Obambi.

Pour lui, Azur Centrafrique vient de « réussir l'union entre le mobile et l'Internet ». Il s'agit, souligne-t-il, d'une « quête permanente d'innovations, mais aussi c'est dans le but de mettre à la disposition de nos clients les dernières technologies et services de télécommunications en vogue à travers le monde que ce pas a été franchi en RCA ».

Le nouveau réseau 3G d'Azur Télécom en Centrafrique a été déployé en collaboration avec Huawei, grâce à un crédit fournisseur de l'équipementier télécoms chinois, complété

par un financement local libéré par la Banque sahélo-saharienne pour l'investissement et le commerce (BSIC) Centrafrique.

Pour ce faire, on affirme un investissement de près de 5 millions de



dollars qu'Azur Télécom a effectué en Centrafrique où l'opérateur revendique la licence 3G depuis 2009. Azur Centrafrique peut maintenant rivaliser sur les segments de la voix et de la data haut débit, avec ses concurrents Orange et Télécel.

Au Congo, où le groupe exploite sur le label Equateur Télécom Congo le lancement de la 3G+ devrait permettre à Azur d'augmenter, grâce à Internet mobile, sa part de marché qui se situe à 8,0% seulement très loin de MTN et Airtel, qui présentent respectivement des parts de marché de 48,6% et 40,8%, selon le rapport de l'ARPCE au premier trimestre 2017.

Avec environ 381 000 abonnés,

Azur Congo pourrait faire de la 3G+ un véritable tremplin pour redynamiser son réseau au moment où ses concurrents louchent déjà la 4G, à l'instar de MTN.

La « 3G », comme son nom l'indique,

correspond à la troisième génération des technologies de téléphonie mobile numérique. Il s'agit en réalité d'un diminutif employé pour désigner le nom de ce protocole international de communication, baptisé UMTS ou Universal Mobile Telecommunications System.

La 3G a pour but de faciliter les usages interactifs sur les terminaux numériques mobiles comme les smartphones ou, plus récemment, sur les tablettes, en permettant la transmission simultanée de la voix (comme un téléphone classique) et de paquets de données ou « data », à un débit amélioré par rapport aux générations précédentes.

Quentin Loubou

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Les étudiants de la Faculté des lettres divisés

Après près d'un mois de grève, la reprise des activités pédagogiques était annoncée pour lundi 17 juillet dans cet établissement universitaire. Au nombre des étudiants ayant répondu présents, il y en a qui sont disposés à suivre les enseignements, tandis que d'autres ne veulent rien savoir, exigeant le paiement de la bourse avant tout.

Les étudiants de master de Philosophie ont fait un séminaire. Ceux de la troisième année de licence de Langue et littérature françaises et de Géographie rurale ont également eu cours dans des salles de classe à moitié vides. « Avec vous, j'ai cours de laboratoire demain 18 juillet. Informez les autres », a précisé un enseignant du département des Langues vivantes étrangères (LVE), s'adressant aux étudiants en face de lui. C'est dans la cour qu'il y a eu plus d'étudiants errants. D'un côté, ceux disposés à suivre les enseignements, se souciant de leurs études, et de l'autre les intraitables, soucieux plutôt de la bourse, s'agitaient pour se faire entendre : « Il n'y aura pas reprise de cours tant que la bourse n'est pas payée », scandaient ces derniers. Un peu plus loin, en retrait, le dis-

positif de la Police prêt à maintenir l'ordre public au cas où... Pour faire entendre raison, le vice-doyen de la Faculté des lettres, arts et sciences humaines (Flash), Omer Massamou, a expliqué aux étudiants la nécessité, selon lui, « de sauver l'année académique

en évitant l'année blanche, puisque la bourse sera toujours payée ». En réalité, à propos de cette grève qui paralyse les activités pédagogiques à la Flash depuis le 19 juin 2017, le Conseil extraordinaire d'établissement élargi aux chefs de classe avait décidé



Les étudiants de la Flash, le 17 juillet. Crédit photo Adiac

de la levée pour que les activités pédagogiques reprennent lundi 17 juillet, tenant compte de l'absence de grève dans les dix autres établissements de l'Université Marien-Ngouabi, particulièrement les écoles et instituts où les étudiants sont également boursiers, explique le communiqué de presse signé du doyen de la Flash, le Pr Dieudonné Tsokini.

Risques encourus

Le document souligne, par ailleurs, que toute perturbation de la reprise des activités pédagogiques risquera de mener la Flash à une année blanche et tout auteur de perturbation sera exclu. « Nous étudiants devons savoir que si nous perturbons les cours, nous subirons, parce qu'au moment où les étudiants des autres établissements de l'université qui font cours actuellement débiteront l'année académique 2017-2018 à la Flash, nous chercherons à rattraper l'année 2016-2017. Dans ce cas, il pourra y avoir session unique, et beaucoup d'étudiants vont couler », a indiqué un étudiant de LVE qui soutiendra son mémoire de master en septembre prochain. Au regard du nombre majoritaire des étudiants qui veulent sauver l'année académique, présents à la Flash le 17 juillet pour faire cours, il est fort probable que les activités pédagogiques soient effectives sans trop de retard.

Rominique Nerplat Makaya

INSERTION PROFESSIONNELLE

150 jeunes formés dans les métiers innovants et d'avenir

Formés dans le cadre du projet « Prévention de la radicalisation de la jeunesse au Congo » les apprenants ont reçu des attestations de fin de formation, le 14 juillet, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des compétences des jeunes, organisée par la Fondation perspectives d'avenir, le gouvernement, le Pnud et d'autres partenaires.

Le projet a été mis en œuvre par le ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique, avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et au financement du gouvernement japonais. Il vise à prévenir, atténuer et désamorcer tout risque de détournement et de confrontation susceptibles d'affecter la consolidation de la paix et la démocratie participative en République du Congo. Actuellement, il est en cours d'exécution dans les départements de Brazzaville, du Pool, de Pointe-Noire et du Niari.

En effet, lancée le 26 septembre 2016, après un processus de sélection, cette formation a concerné les jeunes des départements du Pool et de Brazzaville. Les jeunes ont été formés, entre autres, en électricité et bâtiment puis coiffure, par la Cité don-Bosco et l'ONG Action de solidarité internationale. « Ces formations, réalisées en deux vagues avec un stage pratique, ont permis à ces jeunes d'acquérir des compétences nécessaires pour l'employabilité », a expliqué le directeur du cabinet du ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Mathieu Mouloungui.



Les officiels posant avec quelques apprenants ; (crédit photo Adiac)

Selon ce dernier, plus de 1000 jeunes ont déjà bénéficié des formations de renforcement de compétences et d'appui à l'insertion professionnelle, dans le cadre de l'appui au développement économique. Car, a-t-il poursuivi, un mécanisme de financement des micros projets a été mis en place. A cela s'ajoutent la création et le lancement de la radio communautaire spécialement dédiée à la jeunesse, en vue de promouvoir la citoyenneté et des jeunes. Le but étant d'accompagner les bénéficiaires à s'installer, en vue de leur autonomisation. C'est ainsi que Mathieu Mouloungui les a appelés à beaucoup de responsabili-

té et de créativité, afin de mettre en valeur les notions apprises et servir d'exemple aux autres dans la promotion de l'auto-emploi. De son côté, le représentant résident adjoint du Pnud au Congo,

Mohamed Abchir, a encouragé les récipiendaires dont certains ne savaient pas de quoi il s'agissait. « Le Pnud et ses partenaires, notamment le gouvernement du Japon, ont déployé les moyens pour renforcer vos capacités à la maîtrise d'un métier. Vous êtes parvenus en fin de formation et nous avons l'espoir que vous rendrez utiles ces formations, encore mieux que vous contribuerez à la création d'emplois, pour vous-mêmes mais aussi pour quelques jeunes du Congo. Je vous souhaite bon succès dans vos entreprises », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

JOURNÉE NATIONALE DES AET

Se réapproprier les valeurs fondatrices : « Fraternité, entraide et solidarité »

L'association des Anciens enfants de troupe du Congo (AET) a commémoré le 15 juillet, à Brazzaville, la Journée nationale des AET sur le thème : « Dans l'unité et la cohésion, poursuivons la consolidation des valeurs et de l'esprit AET ».

Dans le cadre de cette journée, le vice-président du bureau exécutif national, l'AET Remy Ayayos Ikounga a, au nom du président de l'association, procédé au dépôt d'une gerbe de fleurs en mémoire des AET décédés.

Après une marche de cohésion d'une centaine de mètres, les participants de cette cérémonie se sont retrouvés à l'École militaire préparatoire Général-Leclerc. Celle-ci a concerné la réception par l'ensemble des AET de la nouvelle promotion baptisée du nom de l'enfant de Troupe Lin Landry Emile Ondaye, matricule 1408, de la promotion « José Marti », décédé en décembre 1978, en classe de seconde.

La journée a été marquée par plusieurs temps forts. D'abord la lecture de la biographie de l'enfant de troupe Lin Landry Emile Ondaye, la présentation du drapeau de l'association des AET à la nouvelle promotion ; la remise par les anciens des insignes AET aux nouveaux et la remise des dons aux trois meilleurs des différentes séries par Jean Baptiste Ondaye et Jean Dominique Okemba, respectivement secrétaire général à présidence de la République et secrétaire général du Conseil national de sécurité. Ensuite les différentes interventions, notamment celle du chef de famille Ondaye et celle du président de l'association, lue par le 1er vice-président, l'AET Remy Ayayos Ikounga qui, après avoir remercié le représentant de la famille Ondaye et les autorités militaires congolaises pour avoir honoré la mémoire de leur fils disparu à fleur d'âge depuis bientôt 40 ans, a exhorté les jeunes à la discipline et au travail bien fait. « Quant à vous, Promotion Ondaye Lin Landry Emile, l'évocation de la biographie de l'AET Ondaye couplée aux dispositions des textes recteurs de l'association des Anciens enfants de troupe du Congo devrait vous guider le long de votre parcours d'AET et d'hommes tout simplement », a-t-il indiqué.

Notons que cette cérémonie s'est achevée dans une ambiance festive autour d'un vin d'honneur partagé en toute convivialité.

Guillaume Ondzé

DIPLOMATIE

L'ambassadeur Can Incesu juge satisfaisant le niveau actuel des relations entre la Turquie et le Congo

A la veille du premier anniversaire du coup d'Etat manqué contre le président, Recep Tayyip Erdogan, l'ambassadeur de Turquie au Congo, Can Incesu a organisé un déjeuner de presse le 14 juillet pour présenter le bilan de l'année écoulée dans son pays et parler de la Coopération turco-congolaise.

Au cours des échanges, une vingtaine de journalistes de la presse écrite et audiovisuelle, présents à cette rencontre, ont voulu savoir un peu plus sur la coopération bilatérale entre la Turquie et le Congo, ainsi qu'avec l'Afrique et la tentative de Push ayant fait 290 morts en juillet 2016.

À propos des relations bilatérales entre la Turquie et le Congo, l'ambassadeur a signifié que son pays avait reconnu la souveraineté du Congo dès son accession à l'indépendance, et que leurs relations ont été renforcées en 2012 par la visite du chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso en Turquie avec pour résultat, l'ouverture à Brazzaville de l'ambassade de la Turquie, la signature de nombreux autres accords bilatéraux, et a permis l'ouverture des ambassades respectives et la tenue de la réunion de la Commission mixte. « *Même avant cette visite, le Congo s'est classé parmi les partenaires économiques importants de la Turquie en Afrique. Nos échanges annuels dépassent régulièrement les 100 millions de dollars américains. De ce fait, le Congo est notre premier par-*

tenaire commercial en Afrique centrale, si l'on exclut l'Angola », a vanté le diplomate.

Actuellement, a-t-il poursuivi, ces relations ont atteint un niveau « extrêmement satisfaisant », à l'image des échanges au haut sommet de l'Etat, ainsi que la réalisation de deux grands projets au Congo, notamment la construction de l'Hôtel Mbamou Palace et du centre de conférences internationales de Kintélé.

Toujours dans le contexte des relations bilatérales entre les deux pays, l'ambassadeur s'est souvenu de l'accord commercial et de coopération économique et technique signé en l'an 2000, qui donna naissance à la commission mixte de commerce et de coopération économique et technique. Deux autres accords essentiels dans le domaine de la formation militaire ont été signés en 2005 et sont récemment entrés en vigueur.

Dans les domaines de la diplomatie, la santé, les douanes, la fonction publique, les affaires foncières et la liberté de communication, des échanges sont prévus entre un certain nombre d'institutions congolaises et turques.

S'agissant des relations turco-afri-



L'ambassadeur délivrant son message (Crédit photo adiac)

caines, l'ambassadeur a expliqué comment elles se sont établies, partant de la fondation de la Turquie Ottoman, en passant par l'ouverture en 1926 d'une ambassade turque en Ethiopie, jusqu'à l'élargissement de son réseau diplomatique dans quelques pays d'Afrique subsaharienne (Accra, Dakar, Lagos, Nairo-

bi, Kinshasa).

Interrompu par plusieurs événements, ce n'est qu'en 1998 que le nouveau projet diplomatique de la Turquie fut relancé en Afrique. Actuellement, 39 ambassades turques opèrent sur le continent africain. La devise de notre politique de partenariat avec l'Afrique est : « *des solutions africaines aux problèmes*

africains ». « *Nous déployons tous nos efforts pour promouvoir l'appropriation par l'Afrique de ces questions dans le cadre de notre relation forte avec nos partenaires africains* ».

Après avoir décrit les circonstances du push manqué de l'an dernier, l'ambassadeur Can Incesu a affirmé l'engagement de son pays à renforcer de nouveau sa démocratie. « *Nous sommes déterminés à combattre les ennemis de la démocratie par la démocratie. Nous aspirons à le faire, alors que nous luttons en même temps contre deux autres organisations terroristes les plus dangereuses, le PKK et Daesh* », et d'ajouter, « *Dans ces moments critiques, nous avons besoin de soutien et d'encouragement de nos amis et nous sommes heureux d'avoir reçu, au cours de l'année écoulée, un fort soutien de la part du gouvernement du Congo* ».

En poste au Congo depuis 2014, le diplomate Turc a annoncé, que son action dans le futur portera sur l'organisation de la visite d'Etat du président Turc, Recep Tayyip Erdogan au Congo. Par ailleurs, l'ambassade du Congo à Ankara existe depuis 2013, et elle est dirigée par un chargé d'affaires. Le premier ambassadeur sera nommé bientôt.

Yvette Reine Nzaba

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers - Mpila
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

BRÈVES

CAMEROUN

Trente-quatre militaires camerounais sont portés disparus après le naufrage d'un bateau logistique du Bataillon d'intervention rapide (BIR). Le navire avait à son bord 37 personnes, y compris l'équipage, et se rendait à Bakassi pour un ravitaillement. Les recherches ont été lancées et trois soldats ont pu être secourus, mais le bateau semble avoir coulé au fond des eaux. Les circonstances de cet accident ne sont pas encore élucidées, mais les premières informations font état d'une mer qui s'est brusquement agitée. Une commission d'enquête a été créée et une cellule de crise a été mise en place.

CENTRAFRIQUE

Cinq corps en putréfaction ont été découverts aux alentours d'Obo, dans le sud-est du pays. Cette découverte macabre a plongé les habitants dans la peur et l'inquiétude. Depuis le départ d'Obo, en avril et mai, des forces spéciales américaines puis des forces ougandaises, qui étaient présentes dans la région pour traquer les rebelles ougandais de l'Armée de résistance du seigneur (LRA), les autorités locales craignent une recrudescence des violences. Seul un détachement des Forces armées centrafricaines (Faca) sécurise aujourd'hui Obo, première ville du Haut-Mbomou, située non loin de la frontière avec le Soudan du Sud et la RD Congo.

RD CONGO

27 personnes sont mortes et 54 autres portées disparues, dans le naufrage d'une embarcation sur la rivière Kasai. Les victimes sont, en majorité, des élèves qui partaient en vacances. La surcharge et l'état d'ivresse des conducteurs sont les principales de cet accident. Une messe en mémoire des disparus a été célébrée par le curé de la cathédrale d'Idiofa. Les naufrages sont fréquents sur les cours d'eau de la RDC, le plus souvent en raison de la surcharge des embarcations. Les causes des accidents proviennent aussi du mauvais balisage des voies navigables, de l'absence de signalisation des bateaux et de l'inexpérience des pilotes. La plupart des embarcations ne respectent aucune condition de sécurité.

BÉNIN

Le gouvernement Béninois a autorisé le recrutement de 8.739 agents dans l'administration publique, au titre de l'année 2017. Les agents recrutés seront répartis comme suit : quatre cent treize (413) agents permanents de l'Etat et huit mille trois cent vingt-six (8.326) contractuels. L'organisation de ce recrutement entre dans le cadre du renforcement des effectifs de l'administration publique en raison des besoins de renouvellement des personnels des secteurs concernés, qui sont pour la plupart dégarnis. Les ressources financières nécessaires à cet effet seront mises à la disposition du ministère du Travail, de la Fonction publique et des Affaires sociales.

KENYA

A trois semaines des élections générales, les shebabs somaliens profitent des tensions locales pour multiplier les attaques dans le pays, et poursuivre ainsi une stratégie entamée depuis près de deux ans. La situation sécuritaire dans les comtés de l'est, proches de la Somalie, ne cesse de se détériorer. Depuis mai, plus de 20 policiers et une dizaine de civils y ont perdu la vie dans des attaques perpétrées par de présumés jihadistes shebabs. Face à des attaques de plus en plus fréquentes, le coordinateur de la région de la Côte, Nelson Marwa, a annoncé le lancement de frappes aériennes dans la forêt de Boni, qui abriterait plusieurs centaines de jihadistes.

Nigéria

Les autorités américaines ont engagé des poursuites pour confisquer, dans le cadre d'une affaire de corruption, les actifs aux Etats-Unis de dirigeants nigériens de sociétés pétrolières, dont un yacht de 80 millions de dollars. Ce yacht, le « Galactica Star », ainsi qu'un immeuble de 50 millions de dollars situé près de Central Park à New York figurent parmi les actifs liés à la signature de contrats attribués par une ancienne ministre du pétrole du Nigeria entre 2011 et 2015.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

L'ACTUALITÉ DE LA CENTRAFRIQUE

Situation toujours « très critique » à Zemio et Bangassou

Le chef de la Minusca et une délégation gouvernementale ont effectué le 15 juillet une visite à Zemio puis à Bangassou, afin d'évaluer les situations sécuritaires et humanitaires dans ces deux villes, plongées dans les violences.

Les hostilités déclenchées à Zemio (à l'Est du pays) continuent de faire rage. Déjà, 23.000 déplacés, plus de 188 maisons incendiées et une vingtaine des morts. Des témoignages reçus font état de l'attaque d'un centre hospitalier, mardi dernier à Zemio. Après le retrait du HCR suite à l'attaque de sa base, c'est maintenant le tour de MSF-Hollande de quitter la ville de Zemio à cause de la flambée de violences et l'attaque armée orchestrée au sein de l'hôpital.

« Ils ont ouvert le feu, ce jour-là, le bilan fait état d'environ 10 morts dont un enfant (1 an). Des produits pharmaceutiques et autres biens matériels emportés », rapporte un humanitaire anonyme.

La ville de Zemio continue d'être sous les détonations d'armes, les pillages, la destruction des maisons. Selon des sources humanitaires, 188 maisons ont été incendiées, environ 23.000 personnes déplacées, 23 morts et plus de 23 blessés. Une source administrative a minimisé la mission d'une semaine que le Préfet du Haut-Mbomou a effectuée dans la zone pour

calmer les esprits. « La mission n'a pas d'effet, car les communautés musulmanes et chrétiennes ne sont pas prêtes à s'accepter », rapporte cette source. « Pour la communau-

té autochtone Zandé, accepter le pardon c'est encore trop tôt. Car les conséquences imminentes dont elle est victime sont vivaces ; elle vit dans le site des déplacés, toutes les maisons et biens ont été incendiés », a relevé la même source avant d'ajouter que la situation qui affecte la ville de Zemio inquiète déjà la population d'Obo, qui reçoit plusieurs déplacés.

Selon un communiqué conjoint de la coordination humanitaire et le ministère des Affaires sociales et des actions humanitaires, ces violences entravent

sérieusement l'accès humanitaire et les derniers incidents ont obligé les ONG internationales, qui étaient les seules à apporter des soins de santé à suspendre leurs activités et de relocaliser leurs personnels en lieu sûr. « Nous appelons les instigateurs de cette violence physique et morale à mettre un terme immédiatement à

« Nous appelons les instigateurs de cette violence physique et morale à mettre un terme immédiatement à leurs agissements criminels et à placer les intérêts des personnes affectées au-dessus de toute autre considération »

leurs agissements criminels et à placer les intérêts des personnes affectées au-dessus de toute autre considération », peut-on lire dans le communiqué.

Zemio comme plusieurs autres villes des provinces soubrent dans des violences depuis ces derniers temps. Début mai dernier, les violences à Bangassou ont fait plusieurs morts et des dégâts matériels. Des soldats de la paix du contingent marocains et cambodgiens ont été la cible d'attaque causant la mort de 6 Casques bleus.

UNMAS a détruit un grand nombre de munitions et d'explosifs en 2016

D'importantes quantités d'armes et de munitions obsolètes ont été détruites au cours de l'année 2016. L'annonce a été faite par Richard Derieux, chef de programme de UNMAS lors de la conférence de presse de la Minusca.

Depuis son arrivée en Centrafrique en 2014, UNMAS a pu détruire 374.123 munitions, 194 tonnes d'explosifs commerciaux et 790 armes, selon les données officielles. L'agence de l'ONU a construit 22 armureries et installé 5 kits temporaires pour les autorités nationales. Richard Derieux, chef de programme, a indiqué que 492.292 personnes ont bénéficié des informations sur le danger lié aux engins explosifs durant 13.636 séances d'éducation aux risques.

Le chef de programme de UNMAS a présenté le bilan de l'agence de l'ONU en ces termes : « pour cette année budgétaire, allant du 1er juillet 2016 à 1er juillet 2017, 198.602 munitions et

engins explosifs ont été détruits ; 316 kilos d'explosifs ont été brûlés ; 8 armureries ont été construites et 2 kits temporaires installés ; 49 membres (autorités nationales et UNPOL) ont été formés en tant qu'armuriers et 173.120 bénéficiaires ont reçu 5.105 séances d'éducation aux risques (ALPC) ».

Le programme UNMAS-Centrafrique émerge sur le budget de la Minusca. Depuis le 30 juin 2017, cette agence manque de financement.

Centrafrique : Bossembele coupée de réseau téléphonique depuis deux mois Cette perturbation impacte négativement sur les activités dans cette ville. Beaucoup de personnes s'en plaignent, mais

les opérateurs de téléphonie n'en donnent pas les raisons à leurs clients.

Selon Valérie Natacha Gogoudou, une des femmes leaders de la localité, « ce problème n'est pas le premier du genre car depuis plusieurs mois, les opérateurs de téléphonie mobile ne donnent pas de services de qualité ». La société Orange a justifié cette coupure par « une perturbation de réseau ». Orange et Télécel sont deux opérateurs présents dans la localité.

Les habitants de Bossembele sont mécontents de cette situation et en appellent aux élus nationaux pour leur venir en aide. Même si Bossembele se plaint de la coupure de la ligne téléphonique, à Kaga-Bandoro, les abonnés Orange se disent soulagés par le retour du réseau au côté de Télécel.

Josiane Mambou Loukoula et RJDH

LIBYE

Le Premier ministre propose des élections en mars 2018

Le chef du gouvernement libyen d'union nationale, Fayez al-Sarraj, a indiqué que « des élections présidentielle et parlementaires au suffrage universel seront organisées en mars 2018 » en Libye. Il a fait cette proposition lors d'un discours diffusé à la télévision dans la nuit de samedi à dimanche.

Le Premier ministre a retenu cette date pour l'organisation des élections générales avec l'espoir de mettre fin à l'insécurité et aux rivalités politiques qui affectent le pays depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Pour Fayez al-Sarraj le mandat du président et des députés durera au maximum trois ans, mais pourra expirer avant si la rédaction de la constitution est achevée. Cela sera possible, a-t-il précisé, si le projet de constitution est soumis à référendum, qui sera lui-même suivi de nouvelles élections. Il a saisi cette occasion pour présenter une feuille de route

en neuf points pour sortir la Libye de la crise et relancer l'accord politique signé entre les groupes rivaux du pays fin 2015 au Maroc sous l'égide des Nations unies, et qui avait donné naissance à l'actuel gouvernement d'union nationale. Cette feuille de route indique que ce gouvernement resterait en place « jusqu'à la nomination d'un Premier ministre par le chef de l'Etat élu et l'approbation d'un nouveau cabinet par le parlement ». « La Haute commission des élections, en coordination avec l'ONU, prépare et supervise le déroulement des élections », a également proposé le chef du gouvernement. Parlant de la situation sécuritaire, Fayez al-Sarraj a souligné qu'elle était la plus « épineuse » et regretté que ses prédécesseurs n'aient pas désarmé les milices « dès les premiers jours » après la fin de la révolte. Outre les problèmes de sécurité, le quotidien des Li-

byens est rythmé par de graves pénuries d'électricité, de liquidité sans compter une hausse vertigineuse des prix. « Les Libyens ont perdu patience ! », a averti le Premier ministre, qui s'exprimait devant un panneau sur lequel était écrit : « Libye, ensemble vers la réconciliation et la construction ».

La Libye est encore confrontée à une insécurité record. Et avec une économie en lambeaux et des rivalités politiques, le pays reste englué dans une interminable crise de transition six ans après la révolte de 2011 contre Mouammar Kadhafi. Installé à Tripoli en mars 2016, le gouvernement d'union nationale est reconnu par la communauté internationale mais ne contrôle pas l'ensemble du territoire. Il fait surtout face à l'hostilité d'une autorité rivale installée dans l'est du pays, où une grande partie de la région est contrôlée par les forces du maréchal Khalifa Haftar.

Nestor N'Gampoula

CLIMAT

Donald Trump a « écouté » les arguments d'Emmanuel Macron, selon la négociatrice française

La directrice générale de la Fondation européenne pour le climat et ex-négociatrice française, Laurence Tubiana, a dit espérer lundi que le président américain Donald Trump a écouté les arguments de son homologue français, Emmanuel Macron, sur la nécessité de rester dans l'accord de Paris.

Tout en restant prudente concernant un éventuel revirement du patron de la Maison Blanche, l'ex-négociatrice qui s'exprimait sur la radio RMC a déclaré qu'elle faisait tout de même foi à ce qu'il a confié au président français. « L'argument essentiel, c'est de montrer l'intérêt des Etats-Unis à rester dans l'accord de Paris : l'intérêt économique, l'intérêt politique, mais aussi, bien sûr, l'intérêt de sécurité. Il faut espérer que Donald Trump a écouté ces arguments », a-t-elle souligné.

Selon le Journal du Dimanche, Emmanuel Macron aurait évoqué avec le président américain « le lien qui existe entre réchauffement climatique et terrorisme ». Lors d'une conférence de presse conjointe avec le président français jeudi, Donald Trump avait déclaré que « quelque chose pourrait se passer » sur l'accord de Paris. « Nous verrons ce qu'il se passe », avait-il ajouté six semaines après avoir annoncé que les Etats-Unis comptaient sortir du traité international de lutte contre le réchauffement climatique signé en 2015. Laurence Tubiana, cheville ouvrière de l'accord de Paris sur le climat a estimé qu'il s'agissait là des « phrases assez vagues ». « La vérité, c'est ce qu'il va faire du point de vue des politiques environnementales des Etats-Unis », a-t-elle relevé.

L'ex-négociatrice a émis le souhait de voir les engagements des Etats-Unis, qui sont le deuxième émetteur mondial de gaz à effet de serre « changer progressivement le contexte » dans un sens plus favorable au climat. « Toute la question, c'est de savoir si les Etats-Unis vont mettre 3 ans, 4 ans, 5 ans pour revenir » dans l'accord, a-t-elle poursuivi.

Entré en vigueur le 4 novembre, l'accord de Paris vise à limiter le réchauffement climatique « bien en deçà de 2°C ».

N.N'G.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PIL, un nouvel armateur pour l'agence Shipping de Bolloré Transport & Logistics Congo.

Pour entretenir et développer son trafic au Congo, le groupe PIL (Pacific International Lines) de Singapour, un des plus grands armateurs d'Asie du Sud-Est et classé 12^e parmi les opérateurs de porte-conteneurs dans le monde a dorénavant choisi de se faire représenter par l'agence Maritime de Bolloré Transport & Logistics à Pointe-Noire.

Le Groupe PIL possède et contrôle une flotte de 160 navires porte-conteneurs avec une capacité totale de plus de 400.000 Teus. Il couvre plus de 500 lignes de transport dans une centaine de pays dans le monde avec un focus sur l'Extrême-Orient, l'Afrique et l'Asie.

L'expertise de Bolloré Transport & Logistics associé à l'objectif de croissance de PIL facilitera le développement du commerce international avec le Congo, tout en assurant une meilleure qualité de service.

La 1^{ère} escale PIL traitée par Bolloré Transport & Logistics est attendue pour le 21 juillet 2017 sur le Navire Lana Voy No. VLAN1708E et à Pointe-Noire.



Présent dans le secteur de la consignation maritime depuis plus de 90 ans, Bolloré Transport & Logistics a développé un réseau de 100 agences maritimes principalement sur le continent africain et en Europe. Celles-ci traitent chaque année plus de 9 000 escales et proposent une offre de services maritimes adaptée aux armements internationaux de lignes régulières, opérateurs Tramp et affrêteurs.

Pour toutes informations complémentaires et réservations éventuelles

Veuillez contacter

-Louis-Polin Lienou : General Management, Shipping Agency
e-mail: louis-polin.lienou@bollore.com tel: +242 05 775 08 24

-Noel Diambou : Operations & documentation matters

-e-mail: noel.diambou@bollore.com Tel: +242 05 775 08 08

-Joseph Calice Yohou: Customer counter invoicing and disbursement account matters

e-mail: calice.yohou@bollore.com

Tel: +242 05 675 08 20

PARTENARIAT

Paris et Berlin lancent « l'Alliance pour le Sahel »

Paris et Berlin ont lancé « l'Alliance pour le Sahel », le 13 juillet à Paris, en présence du président Emmanuel Macron et de la chancelière Angela Merkel.

Il s'agit de faciliter les échanges entre les bailleurs de fonds internationaux, en vue d'accélérer l'aide au développement dans cette région en proie à l'insécurité, l'instabilité politique et une crise économique. Cette alliance est une solution, qui « vise à améliorer l'appui des partenaires au développement à la région afin de contribuer efficacement et plus largement à la stabilisation et l'élimination de la pauvreté ».

« L'Alliance pour le Sahel » bénéficie du soutien de l'Union européenne (UE). L'objectif est de permettre le développement des zones rurales, de créer de l'emploi pour la jeunesse, d'améliorer les infrastructures énergétiques et de renforcer la gouvernance, poursuit le texte. L'aide se concentre dans les domaines suivants : l'éduca-

tion-formation, l'agriculture, la gouvernance-justice et la lutte contre le changement climatique. Lors de sa récente visite à Bamako le 2 juillet, le chef de l'Etat a notamment annoncé 200 millions d'euros d'aide au développement pour les pays du G5 Sahel ces cinq prochaines années. Confrontées à des interventions « trop fragmentées », l'Alliance pour le Sahel va « regrouper nos initiatives communes en matière de développement, les ouvrir à tous nos partenaires européens », a-t-il expliqué. « Nous étions trop fragmentés dans nos interventions, nos interlocuteurs étaient trop étatiques », a-t-il reconnu, avant de préciser : « Nous allons financer des projets, sur le terrain, ensemble. L'Alliance pour le Sahel, c'est le pilier du développement qui vient compléter notre pilier de défense commune ».

L'Alliance va mettre l'accent, sur le rétablissement de la sécurité, de la justice, de l'Etat de droit, de la cohabitation pacifique des

communautés, de la fourniture des services de base, la création d'opportunités d'emploi pour la jeunesse. Des échanges réguliers et communs franco-allemands seront organisés avec les pays du Sahel, avec un premier groupe de bailleurs – sans exclusive –, l'UE et ses Etats membres (France, Allemagne, et les autres pays souhaitant participer), le groupe Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le Pnud.

En ce qui concerne l'initiative, elle sera pilotée par une instance de dialogue de haut niveau entre les partenaires au développement et les pays du Sahel, qui se réunira annuellement, soit dans la région ou dans un des pays contributeurs, à tour de rôle. À la suite des concertations, les bailleurs vont identifier avec les pays bénéficiaires « les actions innovantes qui sont déjà significatives sur le terrain » et « recourront aussi systématiquement que possible à des mécanismes de délégation réciproque (MRI) ».

Noël Ndong

AFRIQUE CENTRALE

Les pays de la Cémac en voie de boucler les négociations avec le FMI

Le président de la commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), Pierre Moussa, dont le mandat prend fin en août prochain, a indiqué le 14 juillet à Brazzaville que l'ensemble des pays de la communauté devrait boucler leurs négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) d'ici quelques mois.

« Ce sont des négociations extrêmement complexes », a-t-il lancé à la sortie de l'audience avec le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso. « Aujourd'hui, vous avez le Tchad qui a fini ses négociations avec le FMI, la République centrafricaine, le Cameroun et le Gabon. Le Congo et la Guinée équatoriale sont en train de finaliser leurs négociations avec le FMI. L'ensemble de la zone aura ainsi bouclé ses négociations d'ici quelques petits mois », a expliqué Pierre Moussa. Au cours de leurs échanges, les deux personnalités ont parlé, entre autres, de la situation macroéconomique des pays de la Cémac, marquée par la baisse des ressources budgétaires due à la chute du prix de baril de pétrole sur le marché mondial. « Si les ressources ont chuté, il faut faire un certain nombre de réformes pour ajuster les dépenses, mais au volume des ressources et pour adapter nos politiques économiques et financières à la nouvelle donne. Cela appelle à toute une série de réformes dont les axes sont connus », a-t-il indiqué.

Au nombre de ces axes, Pierre Moussa a notifié l'ajustement des budgets, de la politique des dépenses fiscales, de la politique des dépenses de chaque pays de la Cémac ainsi que le problème des réserves monétaires au niveau de la banque centrale et des nouvelles politiques économiques. Il préconise ainsi que les pays de la Cémac priorisent désormais les investissements dans les secteurs qui permettront de diversifier leur économie afin qu'elle ne repose plus essentiellement sur le pétrole.

Christian Brice Elion



ENTRETIEN CLIMATISATION



TOYOTA

Diagnostiquer votre véhicule à

45.000 Frs CFA TTC

**FILTRE À POLLEN
TOUS TYPES**
-20% de
Remise

PURIFIANT HABITACLE
-20% de
Remise

**NETTOYANT
CLIMATISATION**
-20% de
Remise



MAIN D'OEUVRE GRATUITE

REVISEZ VOTRE IDÉE DU SERVICE

JUSQU'AU
31 AOÛT 2017



cfaogroup.com

Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39



COMMUNIQUÉ

Faisant suite à la première session d'examen de certification PMP®. qui se déroulera à Brazzaville le 12 août 2017 au RADISSON BLU hôtel, le cabinet Growthcontinue et le CACSUP organisent une nouvelle session de formation sur le management de projet selon le référentiel PMBOK du PMI.

La formation se déroulera à Brazzaville du 07 au 11 août, et à Pointe-Noire du 14 au 18 août 2017.

Cette formation dont le but est des capacités universelles dans la gestion des projets, sera animée par un expert certifié PMP® du cabinet Growthcontinue.

À l'issue de cette formation, le participant aura acquis l'ensemble des techniques nécessaires à la conduite de tous projets et sera efficacement préparé au passage de l'examen mondialement reconnu de PMP®.

N.B : Les places sont limitées.

Contact : 05 559 87 27 - 06 630 77 11

Site web : www.cacsup.-arg

Mme Locko Antoinette, les enfants Locko et famille, ont la profonde douleur d'annoncer aux ami(e)s et connaissances, à l'Eglise évangélique du Congo (EEC), à la Cour suprême du Congo, à la Commission nationale des droits de l'Homme, à l'Ecole nationale d'administration et de la magistrature (ENAM), le décès de Monsieur Locko Isaac, ancien magistrat à la Cour suprême, décès survenu le samedi 15 juillet 2017 à la Clinique-Pasteur-Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile du disparu sis derrière l'ambassade des États-Unis.

Le programme relatif aux obsèques vous sera communiqué ultérieurement.

**NÉCROLOGIE**

La famille Mombongo a le regret d'informer les parents, amis et connaissances du décès de M. Emile Mombongo (Sam de Mitt), capitaine des FAC à la retraite, survenu le 14 juillet 2017, à l'hôpital de base de Talangaï. La veillée mortuaire se tient au n°16 de la rue Loangos (arrêt Mbakas) Poto-Poto. Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.

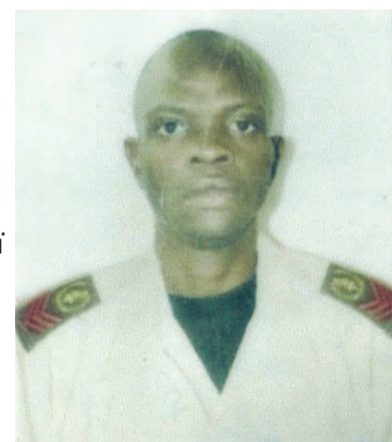
La direction de Conseimo-SI-Études annonce à son personnel, aux amis et connaissances, le décès de Charles Bavedila «Maître peintre» survenu le 7 juillet 2017 à l'hôpital Pierre Mobengo à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à Moukondo la Blède, derrière la cité de la CIFMC.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

**PROGRAMME DES OBSÈQUES**

Pacome Tindou, agent des Dépêches, Aristide Ganka et Crépin Sabin Eta annoncent aux amis et connaissances que le programme des obsèques dedécédé le 3 juillet 2017 à l'hôpital de Talangaï à Brazzaville, se déroulera comme suit : Mardi 18 juillet 2017 -09h00 : levée du corps à la morgue de Talangaï et honneur militaire ; -11h00 : recueillement au domicile familial, 54 rue Okousse à Mikalou ; -14h30 départ pour le cimetière -1700 : fin de cérémonie



12 juillet 2014 - 12 juillet 2017, voici trois (3) ans, jour pour jour que le seigneur a rappelé à lui notre très cher papa et frère Emmanuel Kanga.

La marche irréversible du temps ne pouvant effacer le souvenir et la douleur de la disparition prématurée d'un être cher.

En cette date de triste anniversaire les enfants Kanga et famille prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée en sa mémoire.

Une messe d'action de grâce sera dite en l'église notre Dame des Victoires (sainte Marie de Ouenzé) le mercredi 12 juillet 2017 à 06 heures du matin.

Papa Emmanuel Kanga tes conseils, ta générosité, ton humilité, ton courage, ta sagesse et ton amour pour ton prochain guideront toujours nos pas. Que ton âme repose en paix.

IN MEMORIAM**UNE ADRESSE E-MAIL**

POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

AVIS DE VENTE

Une parcelle de 500m², située proche du bord de la mer à Ngoyo, entrée vers Agricongo à Pointe-Noire

Pour plus de renseignement, contacter Paul de Hysto

Tél : 06 631 12 79

Merci

TOURISME

Le Congo tient ses premières assises nationales

Ouvertes le 17 juillet par le premier ministre, chef du gouvernement Clément Mouamba, en présence du secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) le Dr Taleb Rifai, des experts de la Banque mondiale et de la CEEAC ainsi que des représentants d'offices du tourisme africain, ces premières assises nationales du tourisme en République du Congo, prendront fin le 18 juillet.

Souhaitant la bienvenue aux participants, l'administrateur maire de l'arrondissement 3 Poto-Poto, Jacques Elion, a présenté quelques repères touristiques, parmi lesquels, la statue de la liberté à la place de la gare centrale ; la Basilique Sainte-Anne, dans le célèbre quartier de Poto-Poto ; la place de la grande poste ; le Mausolée Marien Ngouabi et les bustes de personnages illustres qui ont marqué l'histoire du Congo ; le Palais des congrès, haut lieu des grandes rencontres qui ont marqué l'histoire de notre pays ; l'École de peinture de Poto-Poto fondée en 1951 ; le monument Pierre Savorgnan de Brazza et ses compagnons qui donnent une orientation sur le monde entier à partir de Brazzaville ; le Grand pont de l'indépendance, un des meilleurs ponts suspendus d'Afrique. Il a invité également les participants à visiter le Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza.

Prenant la parole à son tour, la ministre du Tourisme et des loisirs, Arlette Soudan-Nonault, a reconnu que ces premières assises nationales du tourisme dans l'histoire du Congo se tiennent grâce à la vision et à la volonté d'un homme, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, chef de l'Etat. En faisant du tourisme l'un des cinq piliers de la diversification de l'économie, en acceptant d'être le parrain et l'ambassadeur du tourisme congolais et en offrant, grâce à son ambitieuse politique de municipalisation accélérée, toutes les infrastructures nécessaires à la mobilité humaine sur l'ensemble du territoire, le chef de l'Etat a fait du Congo un pays qui n'attend plus que sa mise en tourisme pour devenir une destination attractive.

Elle a remercié chaleureusement son hôte de marque, le Dr Taleb Rifai, secrétaire général de l'OMT depuis huit ans, qui a accepté de faire le déplacement depuis son siège de Madrid, pour venir cautionner la « Destination Congo » et remettre officiellement au chef de l'Etat le Plan directeur de développement du tourisme, élaboré par les experts de l'OMT aux côtés de ceux du Pnud et du ministère du Tou-

risme et des loisirs.

Ce Plan directeur de développement durable du Tourisme, a annoncé la ministre du Tourisme et des loisirs, prescrit six axes stratégiques tels que présentés ci-après : création d'une vision nationale sur les enjeux et les objectifs du tourisme et de l'écotourisme ; mise en place d'un processus consultatif multisectoriel et multi-acteurs ; renforcement des capacités nationales institutionnelles et techniques

de besoins d'investissements et de moyens humains, de la mise en œuvre du Plan directeur de développement durable du Tourisme ; examiner les contours et la faisabilité d'un tour de table des bailleurs de fonds multilatéraux et des investisseurs privés du secteur dès avant la fin de l'année 2017.

Dans son allocution, Anthony Ohemeng-Boamah, coordonnateur résident du Système des Nations unies, a déclaré

tuelles et futures de bénéficier des retombées positives de ses activités. Cet engagement de durabilité amène à préserver l'environnement, la culture, le patrimoine, mais aussi à générer des revenus, car il est autant pourvoyeur d'emplois que de devises.

En effet, poursuit-il, le tourisme durable joue un rôle de premier plan dans les objectifs de développement durable (ODD). L'objectif 8 recommande, par exemple, des politiques visant à promouvoir le tourisme durable qui crée des emplois et favorise la culture et les produits locaux. Et l'objectif 12 sur les modes de consommation et

faune et la flore congolaises regorgent d'espèces endémiques particulières.

Le coordonnateur résident du Système des Nations unies, a indiqué que pour parvenir à cette fin, et tenant compte de la transversalité du secteur, le gouvernement doit poursuivre les efforts en cours. Il s'agit de : améliorer la qualité des services par des formations professionnelles ciblées et qualifiantes ; utiliser des outils modernes et performants ; assurer une meilleure cohérence des mesures interministérielles prises en faveur du tourisme ; mettre en valeur le patrimoine environnemental



Photo de famille (Adiac)

; positionnement de la Désignation Congo sur le marché international ; mobilisation des partenaires techniques et financiers ; mise en œuvre des mesures et actions d'accompagnement et de soutien.

Arlette Soudan-Nonault a souhaité qu'à l'issue de ces deux jours d'échanges et de débat, les implications de ce plan directeur, atteignent les objectifs suivants : cerner et appréhender les principaux défis du développement touristique au Congo ; positionner et consolider la Destination Congo à l'international ; définir les conditions matérielles, en termes

que ces assises sont un signal fort que les autorités ont voulu lancer : celui de promouvoir la diversification de l'économie congolaise grâce au tourisme. A cet égard, les présentes assises viennent à point nommé, l'année 2017 étant décrétée par les Nations unies comme « Année du tourisme durable pour le développement. » Car, au regard de la vision des Nations unies dans l'agenda 2030, le tourisme peut être considéré comme un pilier naturel de développement économique au Congo, à travers un tourisme durable et équitable qui permettrait aux générations ac-

de production durables met en avant l'importance d'élaborer et de mettre en œuvre des outils pour surveiller l'incidence du tourisme sur le développement durable. De même que le tourisme est un véritable vecteur de l'image d'un pays, le principal motif du voyage des touristes est la découverte de la nature, des différents écosystèmes par l'écotourisme. Grâce à sa biodiversité unique et splendide et à ses richesses naturelles et culturelles, le Congo mérite d'être une destination phare pour des touristes à la recherche d'une expérience exceptionnelle. La

et culturel national ; favoriser des initiatives transnationales de développement touristique ; encourager une meilleure connaissance des cultures, des traditions et des modes de vie des Congolais ; développer des partenariats public/privé ; et également promouvoir le tourisme local. Toutes ces mesures permettront de soutenir la compétitivité de la Destination Congo. Les réalisations de ces dernières années témoignent de la volonté du Congo d'atteindre toutes ces mesures qui façonnent le tourisme moderne.

Bruno Okokana

EPSP

Gaston Musemena échange avec une délégation de la Banque mondiale

L'entrevue entre le ministre et la délégation conduite par le directeur des opérations en RDC, Ahmadou Moustapha Ndiaye, a permis notamment d'évaluer les projets financés par l'Institut de Bretton Woods en faveur du développement de la RDC.

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Gaston Musemena Bongala, a échangé le 17 juillet, dans son cabinet de travail, avec une délégation de la Banque mondiale (BM) conduite par son directeur des opérations en RDC, Ahmadou Moustapha Ndiaye.

Cet échange a permis de faire le suivi des programmes de cette institution de Bretton Woods dans le domaine de l'éducation. Ahmadou Moustapha Ndiaye a évoqué quatre projets dont le Projet d'éducation pour la qualité et la pertinence des enseignements aux niveaux secondaire et universitaire (PEQPESU) et du Projet d'amélioration de la qualité de l'éducation au niveau primaire (Paque).

Le directeur des opérations



Le ministre Gaston Musemena et ses interlocuteurs

de la BM en RDC a également profité de cette occasion pour saluer la signature par le président de la République de l'Ordonnance de mise en vigueur du Paque financé à hauteur de 100 millions de dollars améri-

cains par le Partenariat mondial pour l'éducation (PME). Ce projet, note-t-on, vise entre autres la valorisation de la profession enseignante à travers les instituts de formation des maîtres et la création d'une

Cellule d'évaluation des acquis scolaires. Ici, il est question de s'assurer que les enfants ont la maîtrise de l'écriture et de la lecture avant la fin de leur cycle primaire.

Le PEQPESU, financé par la

BM pour un montant de 200 millions de dollars américains, est le premier projet mené au niveau secondaire. Il couvre aussi l'enseignement technique et professionnel ainsi que l'enseignement supérieur et universitaire. Le PEQPESU met un accent sur les apprentissages des sciences et des mathématiques au niveau secondaire.

Le ministre Gaston Musemena, qui a apprécié l'engagement de la BM et des autres partenaires techniques et financiers dans le redressement du secteur éducatif en RDC, a plaidé auprès de ses interlocuteurs pour des interventions dans la mesure du possible dans la reconstruction des infrastructures scolaires détruites principalement dans l'espace Kasai. Ce soutien, rappelle-t-on, viendrait en appui aux efforts déjà déployés par le gouvernement de la République. « Cette remise état des écoles détruites par les miliciens de Kamwina Nsapu va à coup sûr ramener de nombreux enfants dans le circuit scolaire et ainsi éviter l'abandon scolaire dans cette partie du pays », a noté le ministre de l'EPSP.

Lucien Dianzenza

DÉGRINGOLADE DU FRANC CONGOLAIS

Le calvaire des ménages se poursuit pour la deuxième année consécutive

Le 17 juillet, plusieurs Kinois se sont regroupés devant le tableau d'affichage d'un bureau de change du centre-ville (non loin de la société Orgaman) pour s'informer sur l'évolution du taux de change. Depuis le week-end, le dollar américain a franchi la barre fatidique de 1 600 FC et rien ne semble freiner la dépréciation de la monnaie nationale. En l'espace de deux ans, plus précisément de 2015 à ce jour, le franc congolais a perdu plus de 75 % de sa valeur.

« Continuez à faire monter le taux comme vous le faites, même jusqu'à 2 000 FC le dollar si vous le voulez », a dit un passant énervé à un cambiste. La dépréciation de la monnaie nationale continue à inquiéter les ménages qui ne savent plus à quels saints se vouer. Entre 2015 et 2016, le taux est passé de 945 à 1 650 francs congolais le dollar américain, soit plus de 75 % de dépréciation. C'est la plus forte dépréciation enregistrée par la monnaie nationale au cours des dix dernières années. Les effets se font ressentir sur le pouvoir d'achat sous pression depuis fin 2015. Le dollar américain étant la devise de référence tant pour les transactions financières que pour la fixation des prix des produits importés, les conséquences sont désastreuses sur l'économie nationale totalement asphyxiée. Il faut rappeler que le dollar américain a commencé à s'imposer dans les échanges

commerciaux à la suite de la forte inflation des décennies 80 et 90. Les Congolais ont senti le besoin de se tourner vers une monnaie stable notamment pour thésauriser. Avec des politiques monétaires plus prudentes, il y a eu une période de stabilité macro-économique entre 2003 et 2015. Par ailleurs, la RDC a profité d'une montée des cours mondiaux des matières premières. Puis il y a eu le couac au second semestre 2015. Il s'agit d'un début de rupture de la stabilité qui va finalement s'aggraver au fil des semaines et des mois jusqu'à contraindre le pays à renouer avec l'inflation. Nous le disions dans nos dernières livraisons, il y a eu plusieurs interventions de la Banque centrale du Congo sans réel impact sur le cycle de dépréciation.

Bien entendu, le spectre des hyperinflation passées commence de nouveau à empoisonner la vie des Congolais qui

disent craindre l'avenir à cause de l'incertitude économique et de l'imbroglio politique. Avec la nouvelle pression qui s'exerce sur le cadre macro-économique, les ménages ont perdu une part importante de leur pouvoir d'achat. C'est le cas pour les fonctionnaires et autres agents de l'État. D'ailleurs, une grogne couve actuellement au sein de l'administration publique à cause du taux jugé irréaliste appliqué par le gouvernement dans la paie des salaires.

Les perspectives d'avenir restent difficiles car la RDC est structurellement malade, avec une balance de paiement totalement déséquilibrée. En effet, le pays importe plus qu'il n'exporte ses biens et services. Cela veut dire que la RDC ne peut espérer gagner des devises étrangères grâce à ses exportations. Au contraire, elle en cherche constamment. Par conséquent, les entreprises importatrices doivent trouver des dollars sur le marché de change en échange de leurs francs congolais.

À la fin, la monnaie nationale en situation de prédominance sur le marché de change continue sa pénible descente aux enfers.

Laurent Essolomwa

TRAFIC FLUVIAL

27 morts et 54 disparus dans un naufrage sur la rivière Kasai

Vingt-sept personnes sont mortes et cinquante-quatre sont portées disparues dans le naufrage d'une embarcation sur la rivière Kasai, dans le sud-ouest de la République démocratique du Congo, et la majorité des victimes sont des élèves qui partaient en vacances, a annoncé dimanche un responsable local.

« Après des vérifications rigoureuses, nous affirmons à ce stade qu'il y a eu 27 morts et 54 disparus dans le naufrage de la baleinière (pirogue motorisée) qui a chaviré dans la nuit de jeudi à vendredi sur la rivière Kasai », a déclaré à l'AFP l'administrateur du territoire d'Idiofa, Jacques Mbila. « La surcharge et l'état d'ivresse des conducteurs sont les principales causes de ce naufrage », a ajouté M. Mbila. « Les victimes sont, en majorité, des élèves qui se rendaient en vacances ». « J'ai pu identifier deux religieuses parmi les 27 corps qui ont été enterrés samedi à Idiofa », a déclaré Nelly Mafuta, journaliste d'une radio locale qui a couvert cet accident. Le curé de la cathédrale d'Idiofa a déclaré, pour sa part, « avoir célébré une messe en mémoire de 27 personnes tuées dans ce naufrage ». Jeudi matin, l'embarcation avait quitté Dibaya, dans la province agitée du Kasai-central, avec pour destination finale Ilebo, dans l'autre province agitée du centre de la RDC, le Kasai. C'est au détour de la rivière Kasai vers le territoire d'Idiofa, dans la province d'Inongo, plus à l'ouest, que l'accident a eu lieu.

Le transport fluvial est l'un des plus usités en RDC, qui dispose de nombreux cours d'eau - le plus important étant le Congo long de 4.700 km, suivi de son affluent, la rivière Kasai, longue de 2.361 km - et lacs. La rivière Kasai traverse les provinces du Kasai-central, Inongo et Kasai. Les naufrages sont fréquents sur les cours d'eau de la RDC, le plus souvent en raison de la surcharge des embarcations. Les causes des accidents proviennent aussi du mauvais balisage des voies navigables, de l'absence de signalisation des bateaux et de l'inexpérience des pilotes. La plupart des embarcations ne respectent aucune condition de sécurité (gilets, bouées de sauvetages, signalisations lumineuses).

AFP

CONCERT DE L'OLYMPIA ANNULÉ

Les combattants font taire Héritier Watanabe !

Des actions d'une extrême violence perpétrées par des Congolais de la diaspora hostiles au régime de Kinshasa ont eu lieu, le 15 juillet, aux abords de l'Olympia de Paris où devrait se produire le chanteur Héritier Watanabe.

Les choses se gâtent de plus en plus pour les artistes musiciens congolais après l'annulation le 15 juillet du concert d'Héritier Watanabe programmé à l'Olympia de Paris. Une situation qui scelle le sort des artistes musiciens congolais qui, déjà, peinent à retrouver leur marque en Europe où ils sont interdits de concert jusqu'à nouvel ordre. Les combattants, ces Congolais résistants de la diaspora, ne leur pardonnent pas leur accointance avec le régime en place en RDC. Présentés comme soutiens au régime de Kinshasa, les musiciens congolais sont honnis par une large frange de leurs compatriotes vivant en Europe. Samedi sur la place de Paris, dans le secteur de la place de l'Opéra (IX^e), ils se sont livrés à des scènes de violence dans le but d'empêcher la tenue du concert de la « Team Wata ».

Alors que la veille, tout paraissait baigner dans l'huile, Héritier Watanabe et son groupe étaient surpris par la mobilisation des combattants amassés dans les rues autour de la salle



Héritier Watanabe

de l'Olympia. À quelques heures avant le concert, soit avant 17 heures, la horde des combattants a déferlé sur la place de l'Olympia. Ils étaient plusieurs à manifester devant la salle parisienne à grand renfort des slogans anti-régime obligeant la police anti-émeute à se tenir sur leurs gardes, rapportent des témoins. En un temps deux mouvements, il s'en est suivi des accrochages entre les com-

battants anti et pro-concert. Les premiers, un peu plus nombreux, prendront le dessus sur leurs compatriotes qui pensaient protéger l'artiste en repoussant toute velléité d'annulation du concert.

Dans la foulée, des poubelles ont été incendiées et une voiture a été volontairement mise à feu par ses occupants. L'atmosphère devenait pratiquement intenable sur le site livré

à la merci des combattants hystériques. Des policiers casqués et en tenue d'intervention ont dû disperser les manifestants à coup des gaz lacrymogènes. À l'intérieur de la salle, les artistes présents étaient obligés de se mettre en quarantaine. Pris de peur, les tenanciers des bistrotts et autres échoppes jouxtant la salle parisienne ont dû fermer. Un communiqué de la Préfecture de police de Paris tombé

dans la foulée annoncera l'interdiction du concert à la grande satisfaction des manifestants. Les autorités parisiennes ont évoqué des « débordements inacceptables » sur la voie publique. La décision du préfet de police, Michel Delpuech était sans appel.

Pour sa part, l'Olympia s'est excusée pour cette « annulation administrative » du concert présentant les manifestants comme des « opposants au régime congolais ». Satisfaits de ce dénouement, plusieurs manifestants ont laissé éclater leur joie. « Nous nous sommes levés contre les accompagnateurs du pouvoir d'occupation ! Et qui sont ces accompagnateurs ? Ce sont les artistes musiciens ! », a lâché l'un d'eux. Et un autre de renchérir : « Parce que les gens meurent là-bas au Congo, nous on ne veut pas danser et chanter ». L'épisode Watanabe à Paris relance la problématique de l'interdiction de production en Europe dont souffrent les artistes musiciens congolais. Après la déconvenue subie par Fally à la Cigale, c'est au tour d'Héritier Watanabe de faire les frais de l'obstination de la diaspora congolaise à ne pas laisser quartier libre aux artistes musiciens de souche sur la scène européenne. Pour combien de temps ?

Alain Diasso

DIVISION 1/PLAY-OFF

VClub bat DCMP, Mazembe lamine Muungano

La bataille pour le titre de champion du Congo est désormais engagée entre V.Club et Mazembe. Les deux co-leaders du Play-Off s'affrontent le mercredi à Lubumbashi, chacun après avoir remporté leur avant-dernier match. V.Club a battu DCMP par un but à zéro, alors que Mazembe est allé dompter Muungano à Bukavu par trois buts à zéro.

Le dernier du derby de Kinshasa entre l'AS V.Club et son éternel rival, le Daring Club Motema Pembe, a tourné, le 16 juillet, au stade des Martyrs à l'avantage des Dauphins Noirs. Score de la partie : un but à zéro. C'était dans le cadre de la 13e journée du Play-Off de la 22e édition du championnat national de football. L'unique but de la partie a été inscrit à la 30e minute par Yannick Bangala Litombo qui a profité d'une erreur de sortie du gardien de but Mabruki du DCMP lors d'un corner pour placer une tête imparable.

Si DCMP a fait le jeu, se faisant maître dans l'entrejeu, V.Club a été plus réaliste



V.Club et Mazembe se disputent le titre national

avec des contre-attaques assez percutantes. L'attaquant Taggy Etekiamana Agiti a pour sa part loupé un penalty à la 90e minute, détournée par Nathan Mabruki. L'on souligne que les Immaculés de Kinshasa ont toutefois été privés de leur leader technique, Ricky Tulengi blessé dans un accident de route dans la province du Kongo Central où il s'était rendu pour assister un deuil familial. Il n'a donc pas pris part à cette rencontre.

À la fin de la partie, l'entraîneur Otis Ngoma a relevé le

manque de rythme de ces joueurs tout au long de la partie. « Le rythme provient de la répétition des efforts, les joueurs sont restés presque un mois sans jouer. Le dernier match livré par DCMP, c'était le 22 juin », a-t-il fait savoir. Pour sa part, l'entraîneur Florent Ibenge de V.Club s'est dit content de revenir en Ligue des champions. Il a laissé entendre que V.Club a joué avec un bloc bas, laissant la direction du jeu au DCMP, pour contrer les offensives adversaires.

V.Club et Mazembe pour le titre...

Cette victoire a permis aux poulains de l'entraîneur Florent Ibenge de totaliser 30 points, en treize matches joués, ex-æquo avec Mazembe.

En effet, le club noir et blanc de Lubumbashi a laminé l'OC Muungano le même dimanche dans son stade de la concorde de la commune de Kadutu à Bukavu, par trois buts à zéro. Kevin Mondeko, Ben Malango et le Zambien Nathan Sinkala ont inscrit les trois buts de

Corbeaux du Katanga.

Le titre de la 22e édition du championnat national de football (Division 1) se disputera le 19 juillet au stade du club dans la commune de Kamalondo à Lubumbashi entre les locaux de Mazembe et les visiteurs de V.Club, en match de la 14e journée du Play-Off. V.Club a besoin d'un match nul pour être sacré champion du Congo, étant vainqueur au match aller par un but à zéro à Kinshasa.

Martin Engimo

TRAVAUX PUBLICS

L'avenue Émile-Biayenda à moitié bitumée

Située à Mpaka, dans le sixième arrondissement Ngoyo, l'avenue Émile-Biayenda avait connu il y a plus d'une année des travaux de canalisation et de bitumage. Malheureusement, cette voie n'a été bitumée qu'à moitié, à la grande désolation des riverains et des usagers.

L'avenue Émile-Biayenda est un axe majeur de déplacement qui permet aux habitants des quartiers Mpaka 120, Boutsia-bout-sélé et Tchimagani d'atteindre la grande avenue de l'indépendance et le marché Fond Tié-Tié.

Il ya une année, cette voie avait subi des travaux de canalisation et de bitumage, partant du poste de sécurité publique de Mpaka jusqu'au-delà du lycée de Mpaka à la grande satisfaction des populations. Les travaux avaient été exécutés par la société Translogistique sur une distance de 1 km 200.

Mais ce qui était considéré au départ comme une exultation de la part de la population riveraine et des usagers a malheureusement fini par se transformer en une désolation. Car l'avenue Émile Biayenda n'a été bitumée qu'à moitié, une grande partie du tronçon a été

juste pulvérisée d'un liant d'imprégnation afin de permettre aux véhicules de circuler.

Interrogée sur cette situation, la population riveraine a exprimé son indignation, elle a demandé aux autorités locales que les travaux reprennent et soient exécutés à 100%. « Cette route ne présente pas un bon visage. D'ailleurs elle ne peut pas être au dessus de sa durée normale de service du fait que les travaux n'ont pas été exécutés à 100%. Nous voulons juste que les travaux reprennent et soient achevés afin de permettre aux véhicules de circuler normalement », a dit un habitant du quartier Mpaka 120.

En effet, un liant d'imprégnation consiste en l'application unique d'une émulsion de bitume spécialement formulée ou de bitume fluidifié à faible viscosité. Leurs principales fonctions consistent à pénétrer rapidement la surface granulaire, à rendre partiellement étanche la surface granulaire afin d'éviter une érosion par l'eau, à fournir une surface de roulement temporaire avant de poser un revêtement ou un enduit de scellement, et à fournir un lien entre la surface existante et la



L'avenue Émile-Biayenda, crédit photo Adiac»

nouvelle surface de roulement. Autrefois, l'avenue Émile-Biayenda présentait une image peu reluisante, elle était tantôt fangeuse, tantôt sablonneuse et impossible à la circulation routière. Mais le lancement

de ces travaux d'aménagement, bien qu'exécutés à moitié, a permis de renforcer son image. Notons qu'une fois ces travaux totalement finis, l'avenue Émile-Biayenda deviendra une zone de circulation aisée qui

va non seulement permettre à la population riveraine de jouir d'un environnement amélioré mais également à la vie locale de se développer pour devenir encore plus agréable à vivre.

Hugues Prosper Mabonzo

CÉLÉBRATION

Beaucoup de Congolais ignorent la journée internationale Nelson Mandela

Chaque 18 juillet, la communauté mondiale fête la journée internationale Nelson Mandela en l'honneur du travail effectué par cette icône, ancien président sud-africain, en faveur de la paix et de la liberté.

Quand on interroge certains Congolais d'horizons divers sur ce qu'a été Nelson Mandela, nombreux sont ceux qui parlent avec clarté de son œuvre. « Mandela ou Madiba est l'ancien président sud-africain qui a farouchement lutté contre le système de ségrégation raciste, dit apartheid, qui tendait à faire des Noirs sud-africains comme des seconds hommes.

née comme Journée internationale Nelson Mandela, jour de la naissance de Nelson Mandela. Et l'ONU se joignait donc à la Fondation Nelson Mandela pour exhorter le monde à consacrer 67 minutes de son temps à aider les autres afin de commémorer la journée internationale qui lui est consacrée. En réalité, ces 67 minutes désignent les 67 ans de militantisme qui est un temps précieux passé pour servir les autres et le bien public du vieux leader sud-africain, aujourd'hui décédé. « Il est très facile de casser et de détruire. Les héros, ce sont ceux qui font la paix et qui bâtissent », disait le vieux leader sud-africain. C'est pour

Nelson Mandela est l'occasion d'agir et d'inspirer ce changement. Dans la même optique, la Fondation Nelson Mandela consacre cette journée courant toute l'année 2017 à l'action contre la pauvreté, en l'honneur du leadership et du dévouement dont Nelson Mandela a fait preuve pour combattre la pauvreté et à promouvoir la justice pour tous.

La chose ne s'arrête pas qu'à l'institution de ladite journée comme celle de Nelson Mandela, car l'Assemblée générale avait aussi en 2015 décidé d'étendre la portée de celle-ci pour qu'elle serve également à promouvoir des conditions de détention humaines, à sensibiliser l'opinion au fait que les détenus continuent de faire partie de la société et à reconnaître l'importance particulière du travail social accompli par le personnel pénitentiaire. À travers donc la résolution A/RES/70/175, l'Assemblée générale a non seulement adopté l'ensemble de règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus sous sa forme révisée mais a également approuvé sa dénomination « Règles Nelson Mandela » pour rendre hommage à l'œuvre accomplie par l'ancien président sud-africain, Nelson Rolihlahla Mandela, qui, du fait de son combat mondial en faveur des droits de l'Homme, de l'égalité, de la démocratie et de la promotion d'une culture de paix, a passé 27 ans de sa vie en prison

Faustin Akono

quoi les Nations unies appellent les individus du monde entier où ils se trouvent à commémorer la journée internationale Nelson Mandela. Ainsi chacun d'entre nous, selon l'ONU, a la possibilité et la responsabilité de changer le monde pour le rendre meilleur, et la journée internationale



Nelson Mandela

Quant à la date de la journée internationale Nelson Mandela, je n'ai aucune idée », a déclaré un habitant de Pointe-Noire.

Cette journée, connue aussi sous son nom anglais, Mandela day, existe depuis 2010, car c'est en novembre 2009 que l'Assemblée générale des Nations unies instituait ladite jour-

COLLECTIVITÉS LOCALES

Le Royaume du Maroc accueille les premiers étudiants de l'Alga

L'Académie africaine des collectivités locales (Alga) de l'Organisation Panafricaine des cités et gouvernements locaux unis d'Afrique et l'American University in Cairo/School of Global Affairs and Public Policy d'Égypte au Maroc a organisé du 11 au 18 juillet, le premier voyage d'études au Royaume du Maroc des étudiants de cette Université, a indiqué un communiqué de Presse de l'Alga.

Ce premier voyage a eu lieu sur le thème « Les principaux acteurs et institutions impliqués dans la promotion de sociétés pacifiques et inclusives : l'expérience du Royaume du Maroc ».

Un choix qui rentre dans le cadre de l'appui des gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLU Afrique) à la mise en œuvre des objectifs du développement durable (ODD), particulièrement l'ODD 16, qui visent à « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place à tous les niveaux des institutions efficaces, responsables et ouvertes ».

Le voyage d'études organisé avec l'appui des autorités du gouvernement du Royaume du Maroc et l'Association marocaine des présidents des conseils communaux (AMPCC), et en partenariat avec l'École nationale supérieure de l'administration (ENSA) et l'Université d'Al Akhawayn (AUI).

Il permettra aux étudiants de connaître et d'échanger avec les institutions contribuant à la promotion et à l'ancrage de la bonne gouvernance au Maroc ; Découvrir la place et le rôle de la décentralisation et de la gouvernance locale au Maroc, à travers la visite aux différentes catégories de collectivités territoriales (région, préfecture, province, commune) ; Apprendre des institutions chargées de promouvoir et de moderniser l'administration publique et la Fonction publique au Maroc ; Discuter des opportunités de partenariat et de collaboration entre instituts de formation et le renforcement des capacités.

La délégation de l'American University in Cairo/School of Global Affairs and Public Policy (AUC/GAPP) d'Égypte (AUC/GAPP) est composée de 25 personnes qui prendront part aux différentes activités programmées par Alga sur une durée de huit jours entre les villes de Rabat, Ifrane et Marrakech.

Charlem Léa Legnoki

PROJET DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES

Restitution de l'atelier de gestion des inondations et d'assainissement

Placé sous l'autorité de Disso Bakonga, secrétaire général du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire, cet atelier de restitution du 1er comité de pilotage du projet drainage des eaux pluviales, qui sera financé par l'AFD (Agence française de développement), a porté sur l'analyse et l'adoption des rapports de démarrage de la phase 1 du schéma directeur de drainage pluvial et du diagnostic de la situation existante réalisé par le bureau d'études Artelia Comète chargé des études de faisabilité dudit projet.

Commencé à Brazzaville, ce projet de gestion des inondations et d'assainissement s'est étendu à Pointe-Noire. Il sera financé, dans

un cadre qui va contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations a pour objectifs de faire face à l'insalubrité des quartiers

usées et les déchets solides; renforcer la connaissance hydraulique au niveau national.

C'est le 26 janvier dernier qu'a été lancée sa première phase qui concerne le schéma directeur. Celle-ci est constituée de deux étapes : le diagnostic de la situation existante en matière d'eaux pluviales sur la ville, qui vient d'être réalisé, et une étude de faisabilité d'évacuation des eaux pluviales (rivières et drains), y

ports qui ont été présentés.

Ces documents, a indiqué Philippe Bakoubi, chef du département aménagement du territoire de la ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de la Délégation générale aux Grands travaux (maître d'ouvrage du projet), sont d'une grande importance pour la réalisation du projet. L'étude du schéma directeur va couvrir l'ensemble de la ville. Mais, pour l'instant, elle ne concerne que les zones prioritaires, notamment les 5 rivières concernées par le projet, à savoir la Songolo, la Tchinouka, la Tchikobo, la Loya, et l'eau claire.

Il ressort des résultats présentés dans le cadre de la mission de maîtrise d'œuvre réalisée par Artelia que les inondations sont récurrentes à Pointe-Noire en raison, entre autres, de l'occupation de la zone d'emprise des rivières, la mauvaise gestion des déchets solides et des eaux usées, la pollution des rivières, les érosions, l'insuffisance des ouvrages collectifs de drainage des EP, le mauvais état des collecteurs primaires dont la plupart sont bouchés, envahis par les déchets, le sable, les herbes.

Les solutions envisagées sont à l'étude et la présence d'Averda, société chargée de l'assainissement de la ville depuis quelque temps, a été saluée. Celle-ci devrait s'occuper de l'entretien du réseau de drainage secondaire et tertiaire. Ce qui devrait améliorer les choses, mais cela nécessite une certaine connaissance et un suivi, a précisé Jean Luc Rahuel

du bureau d'études Artelia.

La réalisation du projet va nécessiter beaucoup d'expropriations des habitations construites dans la zone d'emprise des rivières (sur 25 mètres au moins). Leur financement ainsi que celui des services de déchets étant du ressort de l'État, Alain Pouet, chargé des projets et infrastructures de l'AFD Congo, a souhaité qu'il trouve un niveau minimal d'expropriation pour une réponse effective au problème de gestion d'inondation à Pointe-Noire «L'AFD ne finance pas les expropriations, elles sont à la charge de l'État congolais», a-t-il insisté. La deuxième phase du projet portera sur les études d'avant-projet sommaires et détaillées, des études d'impacts environnemental et social, le plan de gestion environnemental et social des ouvrages étudiés en 2009 et définis comme prioritaires en 2017. Ledit projet sera présenté au conseil administratif de l'AFD en septembre prochain à une condition que les résultats des études de faisabilité de l'avant-projet détaillé soient disponibles pour permettre son démarrage en 2018, a précisé Sophie Derudder, responsable infrastructures de l'AFD. Les exposés ont été suivi d'un échange avec le comité de pilotage du projet constitué des membres du conseil départemental et municipal, des responsables de la mairie, des administrateurs maires d'arrondissements et des directeurs départementaux.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga



De gauche à droite, Pouet, Disso Bakonga, Philippe Dikobi lors de l'atelier / crédit photo Adiac

le cadre du contrat de désendettement, à hauteur de 40 millions (24 milliards de francs CFA) par l'AFD et intègre le cadre de la modernisation de la ville. Ce pro-

jet populaires de la ville sujets à des inondations, des eaux stagnantes et des érosions ; renforcer les capacités des services municipaux à gérer les eaux pluviales, les eaux

compris des recommandations sur la lutte contre les érosions et le zonage de l'assainissement. Cette deuxième étape sera lancée après approbation des rap-

**Vous venez de perdre un être cher
et vous souhaitez utiliser notre quotidien
pour le faire savoir à vos proches**

Une équipe de professionnels est à votre disposition

Tél: +242 05 532 0109

E-mail: regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble
les Manguiers (Mpila), Brazzaville



CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

FC Kondzo tenu en échec par le FC Nathaly's

Le FC Kondzo et le FC Nathaly's ont fait jeu égal le 15 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat 1-1 en ouverture de la 26e journée de la Ligue 1 congolaise.

Cette 26e journée va se poursuivre le 19 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat et Marien-Ngouabi. A Brazzaville, la Jeunesse sportive de Poto-Poto (JSP) accueillera l'AS Kimbonguela (ASK) et à Owando, l'AS Otoho recevra l'Etoile du Congo. Le jeudi 20 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat, Interclub

affrontera l'AS Cheminots puis en seconde rencontre les Diables noirs en découvrant avec La Mancha. Samedi 22 juillet à Brazzaville, la Jeunesse sportive de Talangaï (JST) jouera contre Patronage Sainte-Anne puis Tongo FC sera aux prises à Saint-Michel de Ouenzé (SMO). Au complexe sportif de Pointe-Noire, Ni-

co-Nicoyé recevra le Club athlétique renaissance aiglons (Cara) puis au stade Denis-Sassou-N'Guesso à Dolisie, les Jeunes Fauves affrontent l'Athlétic club Léopards.

La 27e journée prendra le relais le 23 juillet. L'Interclub accueille La Mancha puis l'Etoile du Congo sera aux prises à l'AS Cheminots. Le 25 juillet toujours à Brazzaville, le FC Kondzo affrontera Patronage Sainte-Anne puis en seconde rencontre la

JST recevra ASK. Le 26 juillet au stade Alphonse-Massamba-Débat, SMO affronte Cara. Au Complexe sportif de Pointe-Noire, le FC Nathaly's accueillera la JSP et Nico-Nicoyé affrontera Tongo FC. Au stade Denis-Sassou-N'Guesso à Dolisie, les Jeunes Fauves recevront les Diables noirs avant la rencontre AC Léopards-AS Otoho.

La 28e journée débute le 29 juillet. La JSP affrontera les Jeunes Fauves et en seconde explication SMO

croisera l'AS Otoho. Le 31 juillet, Etoile du Congo recevra le FC Nathaly's puis en seconde heure, Diables noirs en découvrira avec ASK. A Pointe-Noire, La Mancha accueillera Tongo FC. Le 1er août, le FC Kondzo recevra AC Léopards de Dolisie avant Patronage Sainte-Anne-Cara. A Pointe-Noire, Nico-Nicoyé jouera contre l'Interclub puis l'AS Cheminots sera aux prises à la JST.

James Golden Eloué

FOOTBALL,

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ladislav Douniama était titulaire lors de la victoire de l'équipe de l'UNFP face à Troyes (1-0). Remplacé à la pause, comme huit de ses coéquipiers, alors que le score était vierge. Comme lors du précédent match de l'Estac, Randi Goteni n'a pas joué.

Durel Avounou était titulaire lors du succès, aux tirs au but (1-1, puis 4-3) de Caen sur Le Havre. Aligné dans l'entrejeu, Avounou est sorti à la pause, alors que Brice Samba a fait ses premiers pas dans les buts caennais. Dans les rangs adverses, Bevic Moussiti Oko, absent lors des 2 matchs précédents, est entré à la 85e et a transformé son tir au but. En vain, car Samba, pour son baptême du feu, déjà décisif à la 77e, a arrêté la première tentative havraise.

Tobias Badila était titulaire lors de la défaite de Nancy face à Strasbourg (0-1). Remplacé en seconde période par Ryan Bidounga. Yann Mabella n'a pas joué.

Sans Arnold Bouka Moutou, ni Eden Massouema, ménagé, Dijon est corrigé par Saint-Etienne (0-4). Remplaçant, Dylan Bahamboula est entré à la 74e.

Brest s'incline face à Rennes (1-2). Remplaçant, Exaucé Ngassaki est entré en jeu à la 62e. Butteur à la 50e, Faitout Maouassa, titulaire, est remplacé au même moment côté Rennais.

Sans Morgan Poaty, mais avec Bryan Passi aligné durant la seconde période, Montpellier s'incline face à Rodez (0-1, but inscrit à la 80e).

Non retenu pour le match OL-Celtic Glasgow (4-0), Alan



Pour sa première apparition sous le maillot de Caen, Brice Samba junior a brillé avec un arrêt à la 77e et un tir au but arrêté (@www.smcaen.fr)

Dzabana est entré avec la réserve lyonnaise face à Chasselay. Et a marqué, sur penalty, le 2e but de son équipe (2-1 score final).

Remplaçant, Jordi Mboula est entré à la 63e lors du succès de Monaco face à Stoke City (4-2). Le score était alors de 3-0. Yhoan Andzouana, qui n'effectue pas la préparation avec l'équipe première, était absent.

Mmatches amicaux

Sylver Ganvoula est entré lors de la 2e période lors du succès d'Anderlecht face à Lierse (2-0). Adversaire des Mauves en Super

Coupe de Belgique, le 22 juillet, Zulte-Waregem s'est incliné face à Waasland-Beveren (0-1). Blessé au genou, Marvin Baudry n'a pas joué.

Yves Pambou était titulaire lors du match nul du DAC Dunajska Streda face à Zlin (0-0). Remplacé à la 72e lors de ce dernier match de préparation. Prochaine échéance le 22 juillet face à Podbrezova à l'occasion de la 1re journée du championnat slovaque.

Sans Prince Oniangué, qui n'a pas été emmené en Autriche pour le stage des Wolves, Wolverhampton bat le Viktoria Plzen

(2-1). Amine Linganzi était titulaire lors du match nul de Swindon Town face à Oldham Athletic (1-1). Remplacé en cours de 2e période.

Christoffer Mafoumbi a joué la 2e mi-temps du match remporté par Blackpool face à Southport (3-1).

Floydin Baloki et le Germania Halberstadt l'emportent 1-0 contre le Borussia Hildesheim. Sans Francis N'Ganga, en instance de départ, Charleroi fait match nul avec Amiens (1-1). Sans Maël Lépicier, Roulers arrache un nul prometteur face à Ostende (1-1).a

Sans Yannick Loemba, Kayserispor bat Konyaspor 2-1.

A l'essai du côté de l'Uniao Madeira (2e division portugaise) Allan Kimbaloula a délivré une passe décisive lors du succès des insulaires face au CSD (3-0).

Sans David Sambissa, Twente fait match nul avec Hanovre (0-0).

Ligue Europa, match aller du 2e tour préliminaire

Bonne opération du Bnei Yehuda Tel Aviv : le nouveau club de Mavis Tchibota fait match nul 1-1 sur le terrain de Trencin, 4e du championnat slovaque. Remplaçant au coup d'envoi, l'international Espoirs congolais est entré à la 63e alors que le score était acquis.

Si l'équipe israélienne prend une option pour le match retour, le 20 juillet à Tel Aviv, attention toutefois : lors du tour précédent, les Slovaques l'avaient emporté 3-0 à l'extérieur au match retour contre les Géorgiens du Torpedo Kutaisi.

Bulgarie, 1re journée, 1re division

Kévin Koumba est entré à la 56e lors du match nul obtenu par le CSKA Sofia sur le terrain du Slavia (1-1). Son équipe menait au score lors de son apparition sur la pelouse, mais les locaux ont égalisé à la 62e.

Ukraine, 1re journée, 1re division

L'Olimpik Donetsk débute par un succès sur le terrain d'Oleksandria (2-0). Emmerson Illoy-Ayyet n'était pas dans le groupe.

Camille Delourme